

Georges Bensoussan : «L'antiracisme dévoyé a fait taire le peuple Français»



«Ces dix-huit mois d'enquête nous ont montré combien la peur avait envahi les esprits», explique Georges Bensoussan, maître d'œuvre de cet ouvrage. - Crédits photo : © Melanie FREY/ReservoirPhoto

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/>) | Par Alexandre Devecchio (#figp-author)

Publié le 13/01/2017 à 11h26

INTERVIEW - La plupart des témoignages recueillis dans *Une France soumise* sont sous pseudonymes. Pour Georges Bensoussan, qui a dirigé l'ouvrage, la peur des représailles mais aussi le terrorisme intellectuel imposé par les élites expliquent cette loi du silence sur la question de l'islam.

En 2002, *Les Territoires perdus de la République*, avait été accueilli par un long silence médiatique. Quinze ans plus tard, dans *Une France soumise*, vous montrez que la situation s'est aggravée. Pourtant, une partie des élites continue d'ignorer votre diagnostic...



- Crédits photo : (c)
Camille Decrozant

Georges Bensoussan - Le refus d'affronter la réalité est la chose la mieux partagée du monde. Cette situation n'est propre ni à notre époque ni à la France, elle ressort d'une propension humaine à refuser de voir ce que l'on voit tant l'angoisse de la situation nous tétanise. Mona Ozouf, dans une recension donnée au *Nouvel Observateur*, citait jadis ce proverbe hindou: «Racontez-nous de belles histoires et nous vous croirons.»

Votre question met aussi en lumière ce qui nous est apparu dans l'enquête moins comme un fossé que comme un abîme entre une partie des élites médiatiques et la masse du peuple français, classes moyennes et populaires confondues. C'est peu dire que ces deux France ne communiquent plus: le discours formaté des élites, devenu doxa, nous est apparu de moins en moins audible. Or, ce discours généré par nombre de médias dominants demeure marqué par un gauchisme culturel qui a dominé la scène intellectuelle française depuis deux générations. Ce fossé interroge aussi la formation dispensée dans les écoles de journalisme et le conformisme qui semble y régner.

La troisième raison à ce déni de réalité, reste la crainte de devoir reconnaître les maux dont souffre la société française sans être paralysé par l'épée de Damoclès que constitue l'accusation de racisme ou, celle, saugrenue, d'islamophobie, ce «racisme imaginaire» comme dit Pascal Bruckner, taillé sur mesure par les islamistes pour faire taire. Ce chantage intellectuel nourrit un conformisme qui contraint au silence nombre de consciences («vous faites le jeu de»). Un silence dont nous payons le prix aujourd'hui et qui nous a probablement fait prendre vingt ans de retard sur l'événement.

Ce silence des élites est-il motivé par une sincère ignorance, par l'idéologie ou par la peur?

En réalité par les trois, même s'il ne s'agit pas des mêmes protagonistes dans les trois cas de figure. Il faut compter d'une part avec ceux qui vivent dans le cocon des quartiers protégés. Ceux-là (mais pas tous) semblent ignorer la France qu'on désigne par une série d'euphémismes: «quartiers sensibles», «France périurbaine», «France périphérique» comme la nomme le géographe Christophe Guilluy. Ils semblent tout ignorer des conditions de vie de la grande majorité du peuple français. S'il s'agit du personnel politique, l'affaire est plus grave encore.

L'idéologie joue son rôle chez d'autres qui acceptent mal de voir s'effondrer les schémas intellectuels sur lesquels ils avaient bâti leur vie. D'admettre que la société multiculturelle dont ils rêvaient est source de conflits. D'admettre également qu'un opprimé puisse être aussi un oppresseur, que des victimes du racisme puissent être racistes à leur tour voire en même temps, et que certains Arabes, s'ils sont stigmatisés ici et là, puissent être aussi (mais pas toujours, évidemment) des antisémites, etc.

Enfin, vous avez raison de souligner le rôle de la peur dans ce refus de poser les mots justes sur les maux de la société française comme si, à désigner le danger, on le faisait exister. Cette attitude naïve, sinon puérile, consiste à penser qu'à cacher le danger on le fait disparaître. Mais la réalité finit toujours par se rappeler à nous, et à différer l'affrontement on se prépare à un combat plus violent encore et plus incertain quant à son issue. La peur ne nous épargnera ni le malheur ni la confrontation.

Dans les écoles, les mairies, les hôpitaux, la police, le mot d'ordre est «pas de vagues».

Ce qui apparaît fréquemment dans notre enquête, c'est l'obsession d'une reprise des violences de 2005 et de 2007 dans les banlieues. Tout se passe comme si les responsables, quels qu'ils soient, n'avaient d'yeux que pour les quartiers difficiles, ces ghettos socio-ethniques ou ethno-culturels progressivement constitués aux portes des grandes métropoles.

«Les islamistes voient la société française, et l'Occident en général, comme un 'ventre mou'»

La peur des émeutes semble le maître mot de nombreux responsables qui estiment que, de concession en concession, on finira par faire régner la paix sociale. C'est ne pas comprendre que dans des systèmes de valeurs qui ne sont pas forcément les nôtres, le compromis peut être perçu comme un signe de faiblesse, toute faiblesse appelant à son tour une offensive nouvelle. Ceux qui prétendent en finir avec notre société ouverte sauront utiliser (et savent déjà) les armes de la démocratie pour en finir avec elle. C'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui avec le «djihad judiciaire» (Brice Couturier) mené tous azimuts par le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) et d'autres officines parallèles. La paix sociale s'achète rarement par des concessions dictées par la peur. Celui qui craint d'affirmer ce qu'il est comme s'il se sentait illégitime, celui-là a perdu la guerre avant même que de l'avoir livrée. C'est ce que les islamistes ont compris qui voient la société française, et l'Occident en général, comme un «ventre mou», un espace sans défense intellectuelle, bref une terre de conquête.

Les politiques et les médias se taisent, mais les citoyens aussi...

Ces dix-huit mois d'enquête nous ont montré combien la peur avait envahi les esprits: l'immense majorité des témoignages a été recueillie sous pseudonyme. On le comprend pour les fonctionnaires d'autorité, mais d'autres, qui ne sont pas tenus à ce devoir de

réserve, ont préféré l'anonymat. Il y a là un premier motif, c'est la crainte de représailles physiques, laquelle n'a rien d'un fantasme: 238 morts en dix-huit mois sont là pour le montrer. Joue en second lieu ce terrorisme intellectuel évoqué plus haut, exercé par cette coterie médiatico-intellectuelle convaincue qu'elle représente le «camp du bien» comme disait Pierre-André Taguieff, qui toise avec mépris (et souvent s'agit-il d'un mépris de classe «étonnant» chez des «gens de gauche»...) ce qui s'oppose à lui, qualifiant les thèses adverses de «simplistes», «racistes» et forcément «nauséabondes»... Au bout du réquisitoire, plane sur le malpensant l'accusation suprême qui relègue au ban de la société: le racisme. C'est en ce sens que l'antiracisme a été instrumentalisé, tout comme le nécessaire combat de l'antifascisme: il a concouru à faire taire la majorité du peuple français.

Les victimes de l'islamisme sont-elles abandonnées, voire mises en accusation par leur hiérarchie?

A certains égards, elles se sentent abandonnées et elles le disent ici. Non qu'on leur donne tort sur un plan intellectuel d'ailleurs, simplement ont-elles le tort d'induire une situation conflictuelle. C'est ce que l'on craint à tous les niveaux de la hiérarchie où tout, semble-t-il, paraît préférable à l'affrontement ouvert.

Elisabeth Badinter dans la préface du livre n'hésite pas à parler de «collaboration par antiracisme».

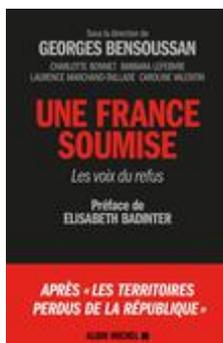


- *Crédits photo :*
Hélène Bamberger /
Cosmos

Le mot est fort, en effet, et chez un esprit aussi délié et puissant qu'Elisabeth Badinter (ci-contre), il est pensé. Ce n'est pas là le fruit de l'émotion. Ce mot met en lumière combien l'antiracisme, ce combat légitime, a été progressivement dévoyé en religion de l'antiracisme, voire en instrument d'un terrorisme intellectuel devenu aujourd'hui le

meilleur vecteur du nouvel antisémitisme, celui de ces officines organisatrices du «camp décolonial» de l'été 2016, subtilement interdit aux Blancs, et publiant des libelles racistes sans que la justice s'en préoccupe.

Mais ce que Elisabeth Badinter entend par «collaboration» est plus important encore: elle veut dire que l'antiracisme, dévoyé, a fini par cautionner le pouvoir des oppresseurs, et donc à collaborer avec ceux qui entendent en finir avec notre société ouverte issue des Lumières. Au même titre que le pacifisme de l'entre-deux-guerres, un combat lui aussi légitime après le carnage de la Grande Guerre, a fini en «pacifisme à tout prix», lequel, à son corps défendant, a fini par collaborer avec l'ennemi nazi. Le pacifisme, il faut le rappeler, fut l'une des racines principales de la Collaboration, un pacifisme inconditionnel (d'une certaine façon, ce fut celui de Jean Giono) qui a conduit aux pires errements politiques. Pour éviter le mal absolu de la guerre, il a facilité le chemin plus terrifiant encore de la guerre totale et de la barbarie hitlérienne. A cet égard, le parallèle est frappant entre l'actuel dévoiement de l'antiracisme et le dévoiement passé du pacifisme.



- Crédits
photo : ,

Une France soumise. Les voix du refus, de Georges Bensoussan. Préface d'Elisabeth Badinter. Albin Michel, 544 p., 24,90 €. En librairie le 18 janvier.



(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @

(https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio

